



PRÉFET DU DOUBS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté

Arrêté n° 25-2022-05-24-01

portant autorisation d'exécution des travaux de
rénovation de la vanne de fond du barrage de
Mouthier

Communes de Ouhans et Mouthier-Haute-Pierre

Le préfet du Doubs

- Vu le code de l'énergie, notamment son article R.521-38 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2017 portant diverses dispositions d'application de la partie réglementaire du code de l'énergie relatives aux concessions d'énergie, notamment son titre IV relatif au récolement des travaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2002 portant approbation de la convention et du cahier des charges de la concession de la chute de Mouthier ;
- Vu l'arrêté préfectoral de protection de biotope « Corniches calcaires du département du Doubs » du 14 janvier 2010 ;
- Vu la demande d'autorisation complète et régulière présentée le 24 février 2022 par la société EDF, concessionnaire, en vue de procéder à la rénovation de la vanne de fond du barrage de Mouthier ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°25-2021-07-12-00023 du 12 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre LESTOILLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en région Bourgogne-Franche-Comté ;
- Vu la consultation de la Direction départementale des territoires du Doubs du 22 février 2022 et son retour par courriel du 23 février 2022 ;
- Vu la consultation de l'animateur du site Natura 2000 « Vallées de la Loue et du Lison » par courriel du 3 mars 2022 et sa réponse via une note technique remise par courriel du 25 avril 2022 ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 9 mai 2022 ;
- Vu l'absence d'observation sur ce projet confirmée par le demandeur par courriel en date du 16 mai 2022 ;
- Vu le rapport en date du 24 mai 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
- **CONSIDÉRANT** que l'aménagement faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisé par l'arrêté du 8 novembre 2002 susvisé,
- **CONSIDÉRANT** que les modifications de l'aménagement envisagées par la société EDF portent sur la rénovation de la vanne de fond du barrage de Mouthier,

- **CONSIDÉRANT** que les modifications de l'aménagement envisagées par la société EDF ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement et ne sont donc pas soumises à évaluation environnementale,
- **CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 521-1 du code de l'énergie, les autorisations de travaux des installations placées sous le régime de la concession valent autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement,
- **CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs au regard des principes énoncés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement,
- **CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées ne modifient pas le cahier des charges de la concession,
- **CONSIDÉRANT** que l'abaissement temporaire du niveau de sécurité de l'aménagement et la modification de la fonctionnalité de la vanne de fond durant la phase de travaux nécessitent de préciser les mesures de prévention à mettre en œuvre,
- **CONSIDÉRANT** qu'à l'issue des travaux, les modifications de l'aménagement sont de nature à maintenir le niveau de sûreté de l'ouvrage,
- **CONSIDÉRANT** que les travaux sont situés dans le périmètre du site Natura 2000 « Vallées de la Loue et du Lison » et que des mesures doivent être prises pour limiter l'impact des survols en hélicoptères de ce site.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation

Electricité de France – Petite Hydro – GEH Massifs de l'Est, 325 rue Bercaille, 39 009 Lons-le-Saunier cedex, désignée ci-après par le terme « concessionnaire », est autorisée à procéder aux travaux de rénovation de la vanne de fond du barrage de Mouthier situé sur le territoire communal de Ouhans.

Les travaux seront réalisés conformément au dossier d'exécution annexé à la demande d'autorisation transmise le 24 février 2022 et dans le respect des dispositions des articles suivants.

Toute modification apportée par le concessionnaire aux éléments du dossier doit être portée à la connaissance de la DREAL avant réalisation, accompagnée des éléments d'appréciation.

ARTICLE 2 : Descriptif des travaux et interventions sur le barrage

L'objectif de cette opération est de rénover la vanne de fond du barrage de Mouthier. Les travaux, objets du présent arrêté, sont décrits dans le détail dans le dossier d'exécution en date du 24 février 2022.

Les interventions sont les suivantes :

- batardeage en amont de la vanne, à l'aide d'un batardeau à aiguilles ;
- vidange de l'eau entre le batardeau et la vanne ;
- dépose de la vanne et de ses organes de manœuvre pour rénovation en atelier ;
- retouches de peinture sur les pièces fixes ;
- remontage de la vanne et de ses organes de manœuvre puis dépose du batardeau ;

Pendant la durée des travaux, la délivrance du débit réservé sera assurée par une vanne de surface.

ARTICLE 3 : Réalisation des travaux

ARTICLE 3.1 : Prévention des pollutions accidentelles

Le stockage des matériaux et produits de toute nature est effectué de manière à éviter tout épandage de polluants sur le sol.

Les installations de chantier potentiellement polluantes sont implantées hors d'atteinte des plus hautes eaux.

Le stockage des hydrocarbures et des produits chimiques se fait uniquement en quantité limitée et dans un local spécifique identifié et aménagé (rétention, dispositif anti-incendie).

Des kits de dépollution contenant au minimum des matériaux absorbants et des sacs plastiques seront présents sur site.

Les engins fixes (tels que groupes électrogènes, compresseurs...) sont installés sur cuvette de rétention.

Les vidanges du volume d'eau présent entre le batardeau et la vanne, prévues avant démontage de cette dernière puis lors des essais suivant son remontage, seront réalisées progressivement afin d'éviter tout phénomène de chasse.

En cas d'intervention sur les pièces fixes de la vanne pouvant générer des projections et des départs de déchets vers le milieu naturel, une bâche protectrice sera préalablement mise en place.

Les déchets de chantier font l'objet d'une collecte sélective et d'un stockage temporaire sur un site adapté. Ils sont évacués et éliminés vers des filières adaptées conformément à la réglementation.

Le site sera remis en état en fin de chantier.

Toutes les mesures sont prises pour prévenir et traiter l'effet d'une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines. Tout incident, même mineur, pouvant porter atteinte à la qualité du sol ou des eaux, doit être porté à la connaissance des services concernés (DDT, DREAL et OFB).

ARTICLE 3.2 : Incidences sur les milieux naturels

Les héliportages seront réalisés entre le 1^{er} août et le 15 décembre. Les rotations en hélicoptère seront optimisées afin d'en réduire le nombre au maximum. Les plans de vol devront respecter les préconisations de la LPO, que le concessionnaire a repris en annexe 3 du dossier d'exécution déposé.

Si des opérations d'abattage ou d'élagage sont nécessaires préalablement aux opérations d'héliportage, elles devront être limitées au maximum et être réalisées après la période de nidification de l'avifaune forestière, c'est-à-dire après le 15 août.

Si les travaux rendent nécessaire un abaissement de la cote de la retenue jusqu'à la cote minimum d'exploitation, le service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL et le service police de l'eau de la DDT seront prévenus au moins 7 jours avant cette manœuvre.

ARTICLE 3.3 : Sécurité du chantier

L'accès au chantier est strictement interdit au public. Les zones de travaux sont balisées et l'ensemble des travaux se déroule dans le respect des mesures de sécurité.

ARTICLE 4 : Durée de l'autorisation

Les travaux seront exécutés dans un délai de 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Doubs pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société EDF.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les maires des communes de Ouhans et Mouthier-Haute-Pierre sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au directeur départemental des territoires du Doubs.

Pour le Préfet et par délégation,